

# NÉGOCIATIONS COMMERCIALES CANADA-ÉTATS-UNIS LA CHRONOLOGIE

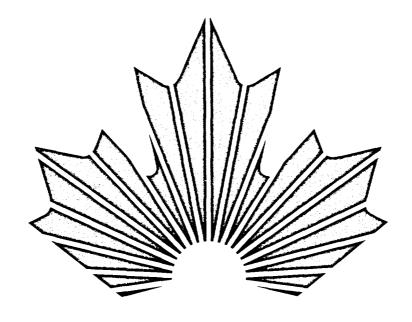
LE COMMERCE: la clé de l'avenir

Camada



DOCS
CA1 EA 87T62 EXF
Canada-U.S. trade negotiations : a
chronology. -43246519

1



# NÉGOCIATIONS COMMERCIALES CANADA-ÉTATS-UNIS LA CHRONOLOGIE

LE COMMERCE: la clé de l'avenir

#### **CHRONOLOGIE**

#### Résumé

Les négociations commerciales canado-américaines se sont engagées formellement en juin 1986, après plusieurs mois d'études et de consultations de part et d'autre sur les avantages d'un accord de libre-échange.

Le Premier ministre Mulroney et le Président Reagan ont donné le coup d'envoi au processus de négociation dans la Déclaration sur le commerce des biens et services, signée lors de leur sommet à Québec en mars 1985.

Au début du mois d'octobre suivant, le Premier ministre Mulroney et le Président Reagan convenaient par lettre de l'ouverture des négociations officielles en vue de conclure un accord global.

Au Canada, des groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur et un comité consultatif sur le commerce extérieur, faisant appel à des experts indépendants furent alors formés afin de conseiller le gouvernement sur diverses questions. Les premiers ministres des provinces et le Premier ministre convinrent également d'établir entre eux un climat de pleine consultation et d'entière coopération pour cette entreprise.

En novembre 1985, le Premier ministre nommait M. Simon Reisman à la tête de la délégation canadienne. De leur côté, les États-Unis déléguaient M. Peter Murphy à la table des négociations. En juin 1986, la première ronde de négociations débutait à Washington.

Les négociations se sont terminées en octobre 1987 par la conclusion d'un accord ad referendum. À la dernière séance de négociation, les deux équipes étaient sous la conduite de part et d'autre de hauts responsables politiques et de leur personnel.

#### 1987

4 octobre

Le Premier ministre Mulroney annonce la conclusion d'un accord de principe.

2-3 octobre

Dernière séance de négociations à Washington.

2 octobre

Réunis à Ottawa, les premiers ministres se prononcent en faveur de la poursuite des efforts en vue d'en arriver à un accord.

28 septembre

Le ministre du Commerce extérieur, Pat Carney, le ministre des Finances, Michael Wilson, et le chef de ministre, Derek Burney, Premier cabinet du s'entretiennent avec le secrétaire américain au Trésor, James Baker, et le représentant au Commerce des États-Unis, Clayton Yeutter, pendant sept heures et demie. Mme Carney indique que "des progrès ont été accomplis" mais que c'est au Cabinet de décider s'il y a lieu de reprendre les négociations. (D'autres discussions au tiendront à Washington niveau politique se 1er octobre.)

26 septembre

Lors d'une entrevue télévisée, Simon Reisman déclare: "Nous avons fait savoir très clairement aux Américains qu'ils devront nous faire des propositions bien plus précises et bien plus détaillées pour que nous acceptions de revenir à la table des négociations".

25 septembre

Dans un discours prononcé à Vancouver, Mme Carney indique que les pourparlers reprendront si les États-Unis satisfont à cinq exigences canadiennes : des règles claires sur ce qui constitue des pratiques commerciales loyales ou déloyales; un règlement rapide et obligatoire des questions litigieuses telles que les droits imposés par chaque pays à l'égard des produits de l'autre; une libéralisation de l'accès aux produits agricoles et alimentaires de chaque pays, d'une manière équilibrée; des modifications des règles du commerce l'automobile seulement si les changements envisagés sont susceptibles d'accroître la production et l'emploi dans les deux pays; l'élimination de presque toutes les barrières tarifaires et non tarifaires entre les deux pays, et le non-établissement de nouvelles barrières.

23 septembre

Simon Reisman quitte la table des négociations en déclarant : "J'ai suspendu les négociations parce que les États-Unis ne répondent pas sur des points essentiels pour le Canada." Le Premier ministre déclare à la Chambre des communes : "Le Canada a fait tout en son pouvoir pour conclure cet arrangement, c'est maintenant aux États-Unis de bouger." Les premiers ministres des provinces sont informés par téléphone de la suspension des négociations.

Le représentant au Commerce Yeutter affirme : "Nous sommes prêts à reprendre les pourparlers et à négocier 24 heures sur 24 s'il le faut pour parvenir à un accord avant la date limite."

21-23 septembre

Vingt-deuxième séance de négociations (Washington).

21 septembre

Les négociations se poursuivent à Washington.

19 septembre

Le ministre des Finances Wilson et le chef de Cabinet Burney rencontrent le secrétaire au Trésor Baker à Washington pour faire le point des négociations.

14 septembre

Rencontre des premiers ministres à Ottawa. Le Premier ministre indique que d'importants obstacles restent à surmonter mais qu'un accord est encore possible.

10-11 septembre

Vingt et unième séance de négociations (Washington).

26-29 août

Rencontre annuelle des premiers ministres des provinces à Saint-Jean (Nouveau-Brunswick). Ceux-ci exhortent le gouvernement fédéral à user de tous les "moyens stratégiques" dont il dispose pour contrer le "harcèlement" commercial auquel se livrent les États-Unis. Ils affirment que le principal objectif des négociations est "de nous assurer l'accès au marché américain".

25 août

Le Conseil économique du Canada publie sa toute dernière étude sur le libre-échange. Il y conclut qu'un accord pourrait mener à la création de 189 000 à 350 000

emplois, que les avantages s'étendraient à toutes les régions du pays et que les grands gagnants seraient les consommateurs.

24-27 août

Vingtième séance de négociations (Cornwall).

5 août

À l'issue d'une séance d'information donnée par les négociateurs américains, le président de la Commission sénatoriale des Finances, Lloyd Bentsen (Dém.-Texas), se dit convaincu que "les choses s'arrangeront". Il estime cependant "peu probable" que le Canada obtienne la mise en place d'un mécanisme de règlement obligatoire des différends et une exemption des recours commerciaux américains, opinion que partagent les sénateurs John Danforth (Rép.-Mississippi) et John Heinz En revanche, le sénateur Patrick Pennsylvanie). Moynihan (Dém.-New York) se dit entièrement acquis à l'idée. D'autre part, la Northeast-Midwest Congressional Coalition remet ses recommandations aux négociateurs La Coalition voudrait que le Pacte de américains. l'automobile soit révisé et que soit supprimé le programme de remise de droits de douane, que le Canada abolisse ses tarifs sur les télécommunications, que les deux pays appliquent des règles d'origine uniformes afin d'empêcher l'entrée aux Etats-Unis de originaires de pays tiers, et que les provinces canadiennes modifient leurs pratiques commerciales, en particulier pour ce qui est des majorations frappant les boissons alcooliques importées des Etats-Unis.

5-6 août

Dix-neuvième séance de négociations (Washington).

20 juillet

Dix-huitième séance de négociations (Ottawa).

14-15 juillet

Dix-septième séance de négociations (Washington).

13 juillet

Des groupes d'agriculteurs de l'Ouest canadien, dont la Canadian Cattlemen's Association, la United Grain Growers, la Western Canadian Wheat Growers et la Manitoba Farm Business Association, constituent la Canadian Agricultural Policy Alliance (CAPA) pour

appuyer "la conclusion avec les États-Unis d'un accord commercial global incluant les produits agricoles qui mène à une réduction des tarifs, règle la question des barrières non tarifaires, établisse des principes directeurs pour l'application de politiques nationales acceptables dans les deux pays et prévoie des moyens de résoudre les problèmes commerciaux".

8 juillet

Une délégation de l'Alliance canadienne pour le commerce et l'emploi, conduite par Peter Lougheed et Donald Macdonald, rencontre les membres clés du Congrès à Washington; les Sénateurs les plus influents réservent un accueil partagé aux objectifs du Canada.

7 juillet

Rencontre trimestrielle des premiers ministres à Ottawa.

2 juillet

Lors d'une rencontre à Detroit, le ministre des Affaires extérieures Joe Clark et le secrétaire d'État George Shultz réaffirment l'engagement des deux pays envers les négociations. "Le succès n'est pas assuré, déclare M. Shultz, mais nous avons bon espoir de conclure un projet d'accord qui serve les intérêts économiques des deux pays, et d'être en mesure de le soumettre au Congrès et au Parlement au début d'octobre." M. Clark, pour sa part, met en garde contre "les groupes qui, dans les deux pays, sont prêts à prendre peur ou pensent qu'il vaut mieux se renfermer sur soi que se tourner vers l'extérieur ... S'il est dit que les négociations doivent échouer, elles échoueront d'elles-mêmes. Mais s'il faut qu'elles réussissent, et cela est certes possible, nous tous qui connaissons les bienfaits d'un commerce élargi devons intervenir pleinement dans le débat".

29 juin

Seizième séance de négociations (Ottawa).

22-23 juin

Quinzième séance de négociations (Ottawa).

15-16 juin

Quatorzième séance de négociations (Washington).

11 juin

Le Premier ministre Mulroney et le Président Reagan se rencontrent dans le prolongement du Sommet de Venise. À l'issue de la réunion, M. Mulroney déclare à la presse que les deux parties "ont encore beaucoup de chemin à faire" mais qu'il est "absolument vital" de continuer, parce qu'un accord de libre-échange apportera croissance, prospérité et emplois aux Canadiens. Il faut cependant que l'accord soit équitable, aussi bien pour les États-Unis que pour nous. Nous pensons être en mesure d'y parvenir".

8 juin

Diverses associations et entreprises américaines forment la Coalition pour l'Expansion du commerce avec le Canada, qui se donne pour mission de faire du lobbying en faveur d'un accord commercial global.

18-20 mai

Treizième séance de négociations (Lac Meech).

27-30 avril

Douzième séance de négociations (Ottawa).

13 avril

Lors d'une réunion à Washington, la National Association of Manufacturers et l'Association des manufacturiers canadiens émettent une déclaration conjointe en faveur de "la conclusion entre les États-Unis et le Canada d'un accord de commerce équilibré et global qui soit à l'avantage de l'un et l'autre pays".

9-10 avril

Onzième séance de négociations (Washington).

5-6 avril

En visite à Ottawa, le Président Reagan loue la proposition de libre-échange, déclarant qu'elle "permettrait d'établir la plus vaste zone de libre-échange au monde, ce qui non seulement serait à l'avantage des deux pays mais servirait de modèle de coopération à toutes les nations actuellement en lutte contre la tentation protectionniste". Il s'engage, de même que son Administration, "à négocier de bonne foi afin de concrétiser cette proposition marquée au coin de la clairvoyance"; ajoutant : J'en donne ma parole au peuple et au Parlement du Canada".

1-3 avril

Lors de leur réunion annuelle, à Phoenix, les membres du Comité des relations canado-américaines des Chambres de commerce du Canada et des États-Unis s'engagent à promouvoir la conclusion d'un accord de libre-échange dans leurs pays respectifs. Ils adoptent par ailleurs diverses résolutions en faveur d'un accord global.

19 mars

Constitution de l'Alliance canadienne pour le commerce et l'emploi, sous la co-présidence de Peter Lougheed et Donald Macdonald. Cet organisme indépendant et non partisan se donne pour mission de promouvoir le libreéchange au Canada.

16 mars

Débat à la Chambre des communes sur les négociations commerciales. Des membres, y compris les chefs des trois partis, prennent la parole au cours du débat. La motion du gouvernement est ensuite mise au vote et adoptée par 160 voix contre 58.

16-17 mars

Dixième séance de négociations (Ottawa).

11 mars

Rencontre des premiers ministres à Ottawa.

19-20 février

Neuvième séance de négociations (Washington).

27 janvier

Dans son message annuel sur l'état de l'Union, le Président Reagan s'engage au nom de son Administration à "mener à bien un accord historique de libre-échange entre les deux plus grands partenaires commerciaux au monde: le Canada et les États-Unis".

21 janvier

Visite à Ottawa du Vice-président George Bush et du secrétaire au Trésor James Baker. M. Bush affirme que les pourparlers sont "très importants ... et qu'il est très possible de les mener à bien", ajoutant: "Si nous parvenons à régler avec le Canada les problèmes qui se posent dans notre relation avec cet important, cet exceptionnel partenaire commercial, cela suscitera un vif mouvement en faveur du libre-échange partout dans le monde."

15-16 janvier

Huitième séance de négociations (Washington).

1986

16-18 décembre

Septième séance de négociations (Washington).

9 décembre

Visite à Ottawa des sénateurs américains Bentsen, Chaffee, Matsunaga et Baucus, ce dernier président de la Commission sénatoriale des Finances. "J'estime que nous avons de très bonnes chances de parvenir à un accord ... Ce qu'il nous faut, c'est un véritable accord de libre-échange ... Je suis en faveur d'un tel accord et je crois que la Commission lui apportera son appui", déclare M. Baucus.

12-14 novembre

Sixième séance de négociations (Ottawa).

16 octobre

Les États-Unis imposent une série de mesures droit de 15% sur le bois d'oeuvre protectionnistes: canadien (département du Commerce); surtaxe générale sur les importations américaines (mesure législative, 21 octobre); taxe sur les importations de pétrole brut; enfin droit sur les importations de fleurs coupées (département du Commerce). Le Canada dépose une plainte auprès du GATT concernant la taxe sur les importations de pétrole. À l'issue d'une rencontre avec ses homologues provinciaux, le ministre du Commerce Carney déclare que nous nous battrons sur la question du bois d'oeuvre. De son côté, le Canada imposera (le 7 novembre) un droit compensateur de 67% - ramené par la suite à 54% - sur les importations de maïs américain.

27-28 septembre

Cinquième séance de négociations (Ottawa).

8-11 septembre

Un comité du Congrès tient ses audiences à Washington sur les négociations commerciales. Tout l'éventail des questions est à soulevé par les entreprises américaines, de l'électricité au bois d'oeuvre. 3-5 septembre Quatrième séance de négociations (Ottawa et Lac Meech). **29-31** juillet Troisième séance de négociations (Mont-Tremblant, Québec). 30 juin Mme Pat Carney devient ministre du Commerce extérieur. À New York, devant un auditoire de gens d'affaires, le 24 juin ministre du Commerce Kelleher fait valoir l'effet paralysant des lois américaines de limitation des importations, et la nécessité de trouver de nouveaux moyens de régler les différends commerciaux entre les deux pays. 17-19 juin Deuxième séance des négociations (Washington). 16 juin Le Premier ministre Mulroney s'adresse à la nation sur la question du libre-échange: "Nous ne pouvons nous contenter du statu quo", affirme-t-il. En visite à Ottawa, le Vice-président Bush dit que la 13 juin relation entre les deux plus grands partenaires commerciaux du monde est "trop importante" pour qu'on laisse des accrochages mineurs la perturber. Rencontre des premiers ministres à Ottawa. Ceux-ci 2 juin conviennent d'une base de coopération fédéraleprovinciale et décident de se réunir tous les trois mois pour faire le point des négociations. Simon Reisman est nommé négociateur en chef pour le 28 mai Canada. 21-22 mai Simon Reisman et le négociateur américain Peter Murphy se rencontrent à Ottawa pour la première fois pour discuter de l'organisation des négociations. Par un vote partagé (10-10), la Commission sénatoriale 23 avril

des Finances autorise le Président à mener les

négociations commerciales en vertu de la procédure accélérée.

18 mars

Sommet de Washington - Le Président Reagan affirme qu'un accord de libre-échange constituerait pour les deux pays "une réalisation mémorable, la pierre angulaire de la prospérité".

3 février

Le ministre du Commerce extérieur James Kelleher établit des groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur. Ces groupes doivent, de concert avec le gouvernement, s'assurer que les aspects sectoriels sont pris en compte dans le cadre des négociations sur le commerce extérieur.

5 janvier

Le ministre du Commerce Kelleher publie la liste des 39 membres du Comité consultatif du commerce extérieur. Première réunion du Comité permanent des négociations commerciales, qui regroupe de hauts responsables provinciaux du commerce et des représentants de l'équipe de négociation.

#### <u>1985</u>

10 décembre

Le Président Reagan informe officiellement le Congrès de son intention de négocier un accord en vertu de la procédure accélérée. Dans une lettre adressée à la Commission des voies et moyens de la Chambre et à la Commission des finances du Sénat, il indique que les négociations permettraient de "renforcer sensiblement les efforts déployés par les États-Unis pour éliminer les frictions commerciales avec le Canada.

4 décembre

À Chicago, Le Premier ministre déclare : "... notresouveraineté politique, nos programmes sociaux, notre résolution d'éliminer les disparités régionales, notre identité culturelle unique, notre caractère linguistique particulier constituent l'essence même du Canada. Ils ne sont pas négociables". 29 novembre

Réunis à Halifax, les premiers ministres s'entendent sur le principe de l'entière participation des provinces au processus des négociations sur le libre-échange.

20 novembre

Le président de la Fédération canadienne du travail souscrit avec réserves à une libéralisation des échanges avec les États-Unis, estimant qu'il pourrait en résulter la création d'emplois au Canada.

18 novembre

Dans un discours à New York, le ministre des Affaires extérieures Joe Clark indique que les pourparlers pourraient inclure les questions culturelles, mais que le Canada n'accepterait aucun changement susceptible d'affaiblir la culture canadienne. "Notre intention de promouvoir la culture au Canada au moyen d'un appui financier direct n'est pas en cause dans ces négociations."

8 novembre

Simon Reisman est nommé président du Comité préparatoire des négociations commerciales.

1er octobre

Dans une lettre adressée au Président Reagan, le Premier ministre Mulroney propose que les deux pays négocient "le plus large ensemble possible de réductions mutuellement avantageuses des obstacles à leur commerce de biens et de services". "Je me réjouis de cette proposition", répondra M. Reagan le 2 octobre, en donnant son accord pour que les négociations visent la conclusion d'un accord commercial global.

26 septembre

Le Premier ministre annonce en Chambre que le Canada tentera de conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis afin d'assurer, d'élargir et d'améliorer notre accès aux marchés américains. Il dépose par ailleurs le rapport présenté par le ministre du Commerce extérieur James Kelleher. Le représentant au Commerce Yeutter remet son rapport au Président Reagan : il y souscrit à la tenue de négociations tout en indiquant que les États-Unis chercheraient à obtenir l'élimination des subventions canadiennes qui faussent le commerce.

19 septembre

Le Comité consultatif du commerce extérieur est établi, sous la présidence de Walter Light, afin d'assurer un échange d'informations et d'avis entre le gouvernement et le secteur privé sur les questions relatives au commerce extérieur.

5 septembre

Publication du rapport de la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada (Commission Macdonald). La Commission exhorte le gouvernement à négocier un accord de libre-échange avec les États-Unis.

2 septembre

Le Comité canado-américain engage les deux gouvernements à négocier un accord commercial global, indiquant que "les deux pays profiteraient d'une libéralisation des échanges".

23 août

Le Comité parlementaire mixte sur les relations extérieures du Canada souscrit aux négociations en vue d'un accord de libre-échange.

7 juillet

À l'issue d'une réunion du Cabinet restreint à Baie Comeau, le Premier ministre déclare qu'un accord de "renforcement des échanges" avec les États-Unis permettrait de protéger les emplois.

28 mai

Réunis à Vancouver, les ministres fédéral et provinciaux du Commerce conviennent que le Canada devrait procéder à des négociations sur le libre-échange.

18 mars

Sommet de Québec - Le Premier ministre et le Président Reagan signent la Déclaration sur le commerce des biens et services et se donnent comme objectif commun d'instaurer un climat commercial plus stable entre les deux pays.

Le ministre du Commerce extérieur James Kelleher entreprend des consultations auprès du secteur privé et de diverses associations du pays. 23 février

Lors d'une entrevue, Donald Macdonald, président de la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada et ancien ministre des Finances, déclare : "Je me rends compte maintenant qu'il nous faut conclure un accord global avec les États-Unis pour contrôler les barrières non tarifaires."

29 janvier

Publication du document de travail intitulé "Comment maintenir et renforcer notre accès aux marchés extérieurs". Il y est préconisé une approche à double voie: des négociations commerciales multilatérales et un nouvel accord commercial avec les États-Unis.

#### 1984

19 décembre

Le ministre du Commerce Kelleher et ses homologues provinciaux conviennent de mettre en place une stratégie nationale du commerce visant à assurer aux produits canadiens l'accès au marché américain.

10 décembre

Dans un discours important devant l'Economic Club de New York, le Premier ministre affirme que le Canada veut "refaire son image" de partenaire commercial fiable et de pays attrayant pour les investisseurs. Comme preuve des intentions du gouvernement, il mentionne son projet d'abolir le PEN et de remplacer FIRA par Investissements Canada.

8 novembre

Dans son Programme de renouveau économique, le ministre des Finances Michael Wilson affirme qu'une amélioration des relations commerciales avec les États-Unis et la garantie d'un meilleur accès aux marchés étrangers constitutent les principaux thèmes du renouveau économique.

6 novembre

Réélection triomphale du Président Reagan.

9 octobre

Le Congrès passe une loi commerciale omnibus autorisant la négociation d'accords de commerce avec le Canada et Israël afin de réduire ou d'éliminer les tarifs douaniers et autres obstacles au commerce. Le 15 octobre, le Président demande à la Commission du commerce international d'étudier les effets qu'aurait sur l'économie une admission en franchise des produits canadiens.

25 septembre

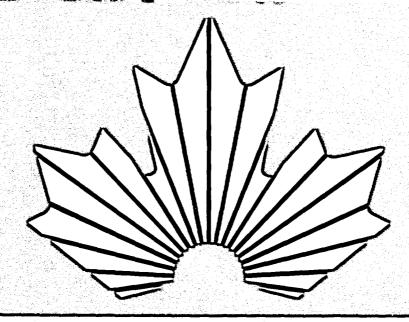
Le Premier ministre Mulroney rencontre le Président Reagan à Washington et promet de resserrer les liens avec les États-Unis, indiquant qu'une relation saine et vigoureuse avec les États-Unis ne présuppose en aucune façon une quelconque suggestion de notre part".

4 septembre

Élection du Parti conservateur de Brian Mulroney avec la plus forte majorité de l'histoire du Canada.

# NOTES

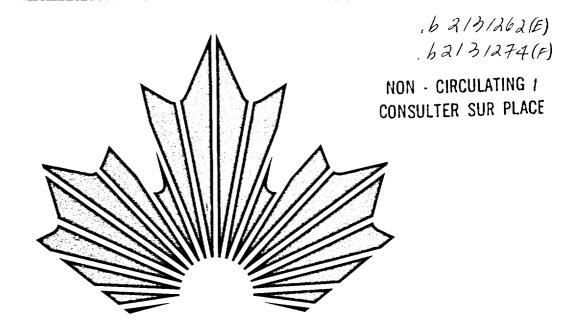
doc CA1 EA 87T62 EXF



# CANADA-U.S. TRADE NEGOTIATIONS <u>A CHRONOLOGY</u>

TRADE: Securing Canada's Future

Camada



# CANADA-U.S. TRADE NEGOTIATIONS A CHRONOLOGY

Dept. of External Affairs Min. des Affaires extérieures

OCT 27 1987

REFURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY REIGURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

# TRADE: Securing Canada's Future

#### **CHRONOLOGY**

## **Summary**

The Canada-U.S. negotiations began formally in June, 1986, after several months of study and consultations on the desirability of establishing a Free Trade Agreement.

The primary impetus for such negotiations came from Prime Minister Mulroney and President Reagan in the Declaration on Trade in Goods and Services, signed at their Quebec City Summit meeting in March, 1985.

At the beginning of October that year, the Prime Minister and President exchanged letters agreeing that negotiations aimed at reaching a comprehensive agreement should formally proceed.

On the Canadian side, Sectorial Advisory Groups on International Trade and the International Trade Advisory Committee were established to provide the Government with expert outside advice on international trade. The country's First Ministers agreed on full federal-provincial co-operation and consultation.

The Prime Minister appointed Simon Reisman to lead the Canadian delegation in November, 1985. Peter Murphy was appointed for the U.S. side and the first round of negotiations began in Washington in June, 1986.

Talks concluded in October 1987, with an ad referendum agreement. In the final session, the negotiating teams were led by senior politicians and political staff.

#### <u>1987</u>

October 4 Prime Minister Mulroney announces agreement in principle.

October 2-3 Final negotiating session in Washington.

October 2 First Ministers meet in Ottawa and support continued search for agreement.

### September 28

International Trade Minister Pat Carney, Finance Minister Michael Wilson and the Prime Minister's Chief of Staff, Derek Burney, meet with U.S. Treasury Secretary James Baker and United States Trade Representative Clayton Yeutter for seven and a half hours. Minister Carney says that "progress made" but that it would be up to Cabinet to decide on a resumption of negotiations. (Similar political-level discussions are held in Washington, October 1).

# September 26

Appearing on television, Reisman says that "It was made crystal clear in the reply that we will have to have a great deal more precision and have to know a great deal more before there can be any basis for resuming these talks."

## September 25

In Vancouver speech, Trade Minister Carney says that talks will begin if U.S. responds to five Canadian demands: clear rules on what is fair or unfair trade practice; speedy, binding resolutions to disputes over matters such as duties imposed by each country on the other's products; increased access to each other's agricultural and food products in a balanced way; changes in automotive trade only if they increase production and employment in both countries; and removal of virtually all tariffs and non-tariff barriers between the two countries with no new barriers introduced.

# September 23

Reisman walks out of negotiations, saying "the U.S. is not responding on elements fundamental to Canada's position. I have therefore suspended the negotiations." PM tells MPs in the House that "Canada has tried vigorously, effectively and well to conclude this arrangement and the burden is now on the U.S. to deliver on its end of the bargain." Premiers are advised by telephone of talks breakdown.

USTR Yeutter says "we are prepared to resume talks and are ready to meet round the clock, if necessary, to complete an agreement by the deadline."

September 21-23

Twenty-Second meeting (Washington).

September 21

Negotiations continue in Washington.

September 19

Finance Minister Wilson and Chief of Staff Burney meet with Treasury Secretary Baker in Washington to discuss state of talks.

September 14

First Ministers meet in Ottawa. Prime Minister says major stumbling blocks remain but that a deal is still within reach.

September 10-11

Twenty-first meeting (Washington).

**August 26-29** 

Premiers' annual meeting in St. John, New Brunswick. They urge the federal government to use every "strategic instrument" they have to combat trade "harassment" by the U.S. They affirm that the principal objective of the talks is "a guarantee of secure access to the American market."

August 25

Economic Council of Canada releases its latest study of free trade and concludes that it would create 189,000 to 350,000 jobs and the benefits would spread to all regions of the country. The study says the big winners would be consumers.

**August 24-27** 

Twentieth meeting (Cornwall).

August 5

After a briefing from U.S. trade negotiators Senate Finance Committee chairman Lloyd Bentsen (D-Tx) says he is convinced "things will fall into place." He notes, however, that a binding dispute settlement mechanism and exemption from U.S. trade remedy laws would "not be a very likely

prospect," a view shared by committee members John Danforth (R-Miss) and John Heinz (R-Penn). In contrast, Senator Patrick Moynihan (D-NY), enthusiastically endorsed the idea.

At the same time, the Northeast-Midwest Congressional Coalition delivers its recommendations to U.S. trade negotiators. They call for revisions to the Auto Pact to eliminate the duty remissions program, elimination of Canadian tariffs on telecommunications, standardized rules of origin to prevent third-country entry into the U.S., changes to provincial trading practices, especially those affecting markup on U.S. alcoholic beverages.

August 5-6

Nineteenth meeting (Washington).

July 20

Eighteenth meeting (Ottawa).

July 14-15

Seventeenth meeting (Washington).

July 13

Western-based farm groups including the Canadian Cattlemen's Association, the United Grain Growers, the Western Canadian Wheat Growers and the Manitoba Farm Business Association form the Canadian Agricultural Policy Alliance (CAPA) to support "a comprehensive trade arrangement with the U.S. which includes agricultural commodities and which leads to lower tariffs, addresses the issue of non-tariff barriers. establishes guidelines for acceptable domestic policies in the two countries and provides for dealing with trade irritants."

July 8

Canadian Alliance for Trade and Job Opportunities led by Peter Lougheed and Donald Macdonald meets with congressional leaders in Washington. They get a mixed reception on Canadian objectives from U.S. Senate leaders.

July 7

Prime Minister and Premiers meet in Ottawa as part of quarterly consultations.

July 2

At a meeting in Detroit, Canadian External Affairs Minister Joe Clark and U.S. Secretary of State George Shultz rededicate both countries to the negotiations. Secretary Shultz says: "Success is not assured, but we are optimistic that we will be able to conclude a draft agreement which advances the economic interests of both countries and present it for congressional and parliamentary review in early October". Minister Clark warns against "groups in both our countries who are ready to be afraid or who think it is better politics to look inward than to reach outwards ... if this negotiation fails, let it fail on its merits. If it is to succeed, and it certainly can, all of us who know the merits of expanded trade must enter fully in the debate."

June 29

Sixteenth meeting (Ottawa).

June 22-23

Fifteenth meeting (Ottawa).

June 15-16

Fourteenth meeting (Washington).

June 11

The Prime Minister and President meet in the aftermath of the Venice Summit. Afterwards, the PM told the press that the two sides, "have a long way to go" but that it was "absolutely vital" because a "free trade arrangement means growth and prosperity and jobs for Canadians. But it's got to be fair. It's got to be fair for the U.S. as well. And we think we can conclude that."

June 8

American Coalition on Trade Expansion with Canada, group of U.S. trade associations and business, is created to lobby for comprehensive trade deal.

May 18-20

Thirteenth meeting (Meech Lake).

**April 27-30** 

Twelfth meeting (Ottawa).

April 13

At a meeting in Washington, the National Association of Manufacturers and the Canadian Manufacturers' Association issue a joint statement endorsing "a balanced and comprehensive trade agreement between the U.S. and Canada that would be mutually advantageous to both countries."

**April 9-10** 

Eleventh meeting (Washington).

April 5-6

President Reagan visits Ottawa and praises free trade proposal, saying it "would establish the largest free trade area in the world, benefitting not only our two countries but setting an example of co-operation to all nations that now wrestle against the siren temptation of protectionism." He committed himself and the resources of his Administration "to good faith negotiation that will make this visionary proposal a reality." On this, he promised, "the Canadian people and the members of Parliament have my word."

April 1-3

At their annual meeting, in Phoenix, the Canada-U.S. Relations Committee of the Canadian and U.S. Chambers of Commerce promised to promote a free trade agreement in their respective countries. The meeting also passed resolutions in support of a comprehensive agreement.

March 19

The Canadian Alliance for Jobs and Trade Opportunities (CAJTO), an independent and non-partisan alliance to promote free trade within Canada is established with Peter Lougheed and Donald Macdonald as co-chairmen.

March 16

House of Commons debate on Trade Negotiations. Spokesmen for all three parties, including the leaders, debate the issues. The Government wins the subsequent vote on the motion 160-58.

March 16-17

Tenth meeting (Ottawa).

March 11

First Ministers'meet with Prime Minister Mulroney in Ottawa.

February 19-20

Ninth meeting (Washington).

January 27

In his annual State of the Union Address, President Reagan commits his Administration "to complete an historic free trade arrangement between the world's two largest trading partners-Canada and the United States."

January 21

Vice-President George Bush and Treasury Secretary James Baker visit Ottawa. The Vice-President says the talks are "very important ... and very possible to bring to fruition," adding "if we can work with Canada and work out the problems that we have with this significant, tremendous, trading partner, that will in my view set a lick for free trade all across the world."

January 15-16

Eighth meeting (Washington).

**1986** 

December 16-18

Seventh meeting (Washington).

December 9

U.S. Senators Bentsen, Chaffee, Matsunaga, Baucus visit Ottawa. Senator Baucus, chairman of the Senate Finance Committee says "I think the chances are very good we can work out an agreement. We need a truly free trade agreement. I support such an agreement. I believe the Senate Committee will support such an agreement."

November 12-14

Sixth meeting (Ottawa).

October 16

Series of U.S. protectionist measures imposed include Commerce Department 15% duty on Canadian lumber, legislation (Oct. 21) imposing general surtax on U.S. imports, levy on imported crude oil and Commerce duty on U.S. imports of cut flowers. Canada takes oil import fee to GATT. After meeting with provincial trade ministers, Trade Minister Carney says lumber duty will be fought. In separate ruling (November 7), Canada imposes a 67% countervail (later reduced to 54%) on U.S. exports of corn.

September 27-28

Fifth meeting (Ottawa).

September 8-11

U.S. congressional committee and panel hearings in Washington on trade talks. U.S. companies raise everything from electricity to lumber.

September 3-5

Fourth meeting (Ottawa and Meech Lake).

July 29-31

Third meeting (Mont Tremblant, Quebec).

June 30

Pat Carney appointed Minister for International Trade.

June 24

In New York, Trade Minister Kelleher tells U.S. business that U.S. import-relief laws were being applied to "chilling" effect and calls for new method of resolving trade disputes with U.S.

June 17-19

Second meeting of Trade Negotiations Talks in Washington.

June 16

Prime Minister addresses the nation on Free Trade, calling the negotiations "an important turning point in the life of our country." He says "we cannot be content with the status quo."

June 13

In visit to Ottawa, Vice-President Bush says that world's largest trading partnership is "too important" to let trade tiffs upset it.

June 2

First Ministers' Meeting in Ottawa agrees to federal-provincial co-operation, including quarterly First Ministers' Meeting.

May 28

Simon Reisman formally appointed Canada's Chief Negotiator.

May 21-22

Simon Reisman and U.S. Negotiator Peter Murphy meet for first time in Ottawa to discuss organization of trade talks.

April 23

In divided vote 10-10, Senate Finance Committee grants"fast-track" authority to President's request for trade negotiations.

March 18

Washington Summit. President Reagan says trade agreement could be heralded as a "landmark accomplishment, a cornerstone for future prosperity" for both countries.

February 3

Minister for International Trade James Kelleher establishes Sectorial Advisory Groups on International Trade. These will interact with government to ensure that sectoral views are taken into account on international trade matters.

January 5

Trade Minister Kelleher announces membership of 39-person International Trade Advisory Committee.

Continuing Committee on Trade Negotiations, representing senior provincial trade representatives and Negotiating Team, holds first of many meetings on trade initiative.

#### 1985

December 10

President Reagan formally notifies Congress of intent to seek agreement under "fast-track" authority. In letter to House Ways and Means Committee and Senate Finance Committee, he says negotiations would be an opportunity to "significantly enhance U.S. efforts to eliminate trade frictions with Canada ... They are not at issue in these negotiations."

December 4

In Chicago, Prime Minister says, "our political sovereignty, our system of social programs, our commitment to fight regional disparities, our unique cultural identity, our special linguistic character -- these are the essence of Canada ... They are not at issue in these negotiations."

November 29

First Ministers' Meeting in Halifax agrees to the principle of full provincial participation in trade negotiations.

November 20

Canadian Federation of Labour President cautiously endorses idea of freer trade with U.S., saying "it has potential for more jobs for Canadians ... it could be of benefit to Canadians."

November 18

In New York speech, External Affairs Minister Joe Clark says trade talks could include cultural questions but that Canada would not agree to any changes that would weaken Canadian culture. "Our government's intention to promote culture in Canada through direct financial support is simply not at issue in a trade negotiation."

November 8

Simon Reisman appointed Chairman of the Preparatory Committee for Trade Negotiations.

October 1

Prime Minister Mulroney writes President Reagan proposing the "broadest possible package of mutually beneficial reductions in barriers to trade in goods and services" and President replies (Oct. 2) that "I welcome this proposal" and agreed that negotiations should proceed toward a comprehensive trade agreement.

### September 26

Prime Minister announces in Parliament that Canada will pursue trade agreement with the U.S. designed to "secure, expand and enhance" access to U.S. markets. Report of Trade Minister James Kelleher tabled at the same time. USTR Yeutter submits his report to President; it welcomes proposal but says U.S. would seek end to Canadian subsidies which distort trade.

#### September 19

International Trade Advisory Committee established, under the chairmanship of Walter Light, to provide a two-way flow of information and advice between the government and private sector on international trade matters.

# September 5

Report of the Royal Commission on the Economic Union and Development Prospects for Canada (Macdonald Commission) is released. It urges government to negotiate a free trade deal with U.S.

# September 2

Canadian-American Committee calls for government negotiation of a comprehensive bilateral trade agreement saying "both countries would benefit from freer trade."

# August 23

Joint Parliamentary Committee on Canada's International Relations endorses negotiations for a free trade agreement.

## July 7

Following meeting with inner Cabinet in Baie Comeau, the Prime Minister says a "trade enhancement" agreement with U.S. is necessary to protect jobs.

May 28

Federal-Provincial Trade Ministers meeting in Vancouver concludes Canada should proceed to free trade negotiations.

March 18

At the Quebec Summit, the Prime Minister and President sign the Declaration on Trade in Goods and Services setting as a common goal a more secure climate for bilateral trade.

International Trade Minister Kelleher begins crosscountry consultations with private sector and trade association groups.

February 23

In an interview, Donald Macdonald, chairman of the Royal Commission on the Economic Union and the Development Prospects for Canada and a former Finance Minister, says that "I now realize that we need a global agreement with the U.S. to control non-tariff barriers."

January 29

The discussion paper "How to Secure and Enhance Canadian Access to U.S. Markets", is issued and favours a two-pronged approach: multilateral trade negotiations and a new trade agreement with the United States.

#### <u>1984</u>

December 19

Trade Minister Kelleher and provincial trade ministers agree to develop a national trade strategy aimed at securing Canadian access to U.S. market.

December 10

In major speech to Economic Club of New York, the Prime Minister says Canada wants to "rebuild its image" as a reliable trading partner and as a good place to invest. He points to plans to abolish NEP and replace FIRA with Investment Canada as proof of the government's intentions.

November 8

Finance Minister Wilson indicates in "Agenda for Economic Renewal" that refurbished relations with

U.S. to secure and enhance access to foreign markets are the major themes of economic renewal.

November 6

President Reagan re-elected in a landslide victory.

October 9

Congress passes omnibus Trade Bill that authorizes negotiation of trade agreements with Canada and Israel to reduce or eliminate tariffs and other trade barriers. On October 15, the President asks the U.S. International Trade Commission to study economic effects of providing duty-free treatment of Canadian goods.

September 25

Prime Minister Mulroney meets with President Reagan in Washington and promises closer ties with the U.S., saying that "a healthy, strong relation with the U.S. in no way presupposes any degree of subserviance on our part."

September 4

Brian Mulroney and his Conservative Party elected with the largest majority in Canadian history.

# **NOTES**